

Consentement : Je consens à ce que le HUD ou le HA demandent et obtiennent des informations sur les revenus auprès des sources répertoriées sur ce formulaire dans le but de vérifier mon éligibilité et mon niveau de prestations dans le cadre des programmes de logement assisté du HUD. Je comprends que l'Office du logement (DCHA) qui reçoit des informations sur les revenus en vertu de ce formulaire de consentement ne peut pas les utiliser pour refuser, réduire ou mettre fin à l'aide sans avoir au préalable vérifié indépendamment le montant, si j'ai réellement eu accès aux fonds et quand les fonds ont été reçus. En outre, je dois avoir la possibilité de contester ces décisions.

Ce formulaire de consentement expire trois ans après la date de la ou des signatures

Signatures :

_____ Chef de famille	_____ Date	
_____ Numéro de sécurité sociale (le cas échéant) du chef de famille	_____ Autre membre de la famille âgé de plus de 18 ans	_____ Date
_____ Conjoint	_____ Date	
_____ Autre membre de la famille âgé de plus de 18 ans	_____ Date	_____ Autre membre de la famille âgé de plus de 18 ans
_____ Autre membre de la famille âgé de plus de 18 ans	_____ Date	_____ Autre membre de la famille âgé de plus de 18 ans

Avis relatif à la loi sur la protection des renseignements personnels. Autorité : Le Département du logement et du développement urbain (HUD) est autorisé à collecter ces informations par le biais de la loi américaine sur le logement de 1937 (42 U.S.C. 1437 et suivants), le titre VI de la loi sur les droits civils de 1964 (42 U.S.C. 2000d) et par la loi sur le logement équitable (42 U.S.C. 3601-10). La loi sur le logement et la communauté de 1987 (42 U.S.C. 3543) exige que les demandeurs et les participants soumettent le numéro de sécurité sociale de chaque membre du ménage. Objectif : Vos revenus et autres informations sont collectés par le HUD et l'office du logement pour déterminer votre éligibilité, la taille appropriée de la chambre et le montant que votre famille paiera pour le loyer et les services publics. Autres utilisations : Le HUD utilise vos revenus familiaux et d'autres informations pour aider à la gestion et au suivi des programmes de logement subventionnés par le HUD, pour protéger les intérêts financiers du gouvernement et pour vérifier l'exactitude des informations que vous fournissez. Ces informations peuvent être communiquées aux agences fédérales, étatiques et locales appropriées, le cas échéant, ainsi qu'aux enquêteurs et procureurs civils, pénaux ou réglementaires. Cependant, les informations ne seront pas divulguées en dehors du HUD, sauf si la loi le permet ou l'exige. Pénalité : Vous devez fournir toutes les informations demandées par l'Office du logement, y compris tous les numéros de sécurité sociale de tous les membres du ménage, ce qui est obligatoire, et ne pas fournir les numéros de sécurité sociale affectera votre éligibilité. Le fait de ne pas fournir l'une des informations demandées peut entraîner un retard ou un rejet de votre approbation d'éligibilité.

Pénalités pour mauvaise utilisation de ce consentement

Le HUD, l'Office du logement et tout propriétaire (ou tout employé du HUD, de l'Office du logement ou du propriétaire) peuvent être soumis à des sanctions pour divulgation non autorisée ou utilisations inappropriées des informations collectées sur la base du formulaire de consentement.

L'utilisation des informations collectées sur la base de cette « Autorisation de divulgation d'informations » est limitée aux fins citées sur le formulaire de divulgation. Toute personne qui, sciemment ou volontairement, demande, obtient ou divulgue des informations sous de faux prétextes concernant un candidat ou un participant peut être passible d'un délit et d'une amende ne dépassant pas 5 000 \$. Tout candidat ou participant affecté par la divulgation négligente d'informations peut tenter une action civile en dommages et intérêts et demander toute autre réparation, selon le cas, contre l'agent ou l'employé du HUD, de l'Office du logement ou du propriétaire responsable de la divulgation non autorisée ou de l'utilisation abusive.